

## GABRIEL FELBERMAYR

Directeur de l'Institut autrichien de recherche économique (WIFO), ancien président du Kiel Institute for the World Economy (IfW)

**Jean-Claude Trichet, vice-président de l'Académie des sciences morales et politiques, ancien président de la Banque centrale européenne, gouverneur honoraire de la Banque de France**

Gabriel Felbermayr, quelles sont vos suggestions ?

### Gabriel Felbermayr

Merci Jean-Claude et merci de me recevoir. La question pour ce panel, c'est de savoir si l'ordre mondial est en plein effondrement, et je dirais qu'il subit sans aucun doute un énorme stress, mais je ne pense pas qu'il s'effondre. J'aimerais proposer cinq arguments pour appuyer cette affirmation.

Premièrement, si vous regardez l'histoire, et vous avez démarré avec l'histoire actuelle Jean-Claude, nous devons admettre que nous avons connu de nombreuses crises dans le passé, y compris des crises très graves. Bien sûr, chaque crise, quand elle frappe, semble être la plus grave jamais connue, mais il y a eu de sérieux chocs au système mondial avant aujourd'hui. Par exemple, l'abandon unilatéral de l'étalon-or par les États-Unis dans les années soixante-dix. Ce fut un énorme problème qui a traumatisé de nombreux pays, y compris en Europe. Le système de Bretton Woods n'a jamais vraiment été un système mondial au vrai sens du terme, c'était un système pour les pays développés, comme nous l'avons dit, les économies de deuxième ordre n'en ont jamais fait partie et le tiers-monde était majoritairement colonisé quand le système de Bretton Woods a été mis en place. Je pense que si l'on étudie l'histoire, ce que l'on en apprend c'est que nous avons eu des chocs avant et plutôt que des perturbations désastreuses, ils ont souvent provoqué des transformations, même des transformations plutôt profondes, comme celle survenue au début des années soixante-dix à l'abandon de l'étalon-or.

Le deuxième point que je voudrais avancer est que nous ne devrions pas uniquement regarder du côté des institutions et des accords légaux. Bien sûr, ils sont très importants mais si l'on regarde les résultats, nous obtenons un tableau plus positif. Il est certain que les institutions sont mal en point. Par exemple, l'OMC est actuellement dépourvue d'un organe d'appel fonctionnel, ce qui est bien sûr très dommageable. Le FMI a perdu du terrain à mesure que le bilatéralisme l'emportait sur le multilatéralisme. Tout cela est vrai, mais si l'on regarde du côté des résultats, nous constatons un degré surprenant de résilience et les données que nous avons sont d'une façon ou d'une autre décalées par rapport à la plupart des conversations. Par exemple, prenez le commerce. La crise financière mondiale de 2007-2009 a créé une énorme récession dans le commerce, et la crise du Covid-19 a fait de même, mais les systèmes ont reconvergés. Aujourd'hui, les dernières données nous disent que le commerce ajusté au prix

est supérieur de 10 % au niveau mondial à ce qu'il était juste avant le déclenchement de la pandémie, et je pense que c'est une source d'espoir.

Cela signifie, et c'est mon troisième point, que l'ordre mondial ne se résume pas aux règles et aux institutions, il comprend le réseau complet de liens économiques, la résilience d'une communauté mondiale fondée sur le marché. Je pense que la résilience est plus grande et plus forte que ce que beaucoup d'observateurs ont tendance à penser. Nous parlons d'une rupture de la coopération, et je ne le nie pas, mais il y a aussi de la coopération par exemple dans le domaine de la taxation internationale ; l'imposition d'une taxe minimum a été une victoire inattendue. Nous voyons de la coopération dans le domaine des politiques de concurrence, donc c'est potentiellement un domaine très tendu mais dans lequel les choses se déroulent plutôt bien. Il est intéressant de voir de la coopération précisément dans ces domaines où il n'y a pas vraiment d'appareil institutionnel. Il n'y a pas d'autorité mondiale sur la concurrence, et pourtant nous voyons des pays coopérer sur ce point. Je pense que le plus important est de savoir que nous avons des domaines où il y a une convergence d'opinions, où les épistémiques sont alignés. La plupart des pays sont convaincus qu'une trop grande puissance de marché dans les mains de quelques acteurs est une situation dangereuse. Ils sont également convaincus de la nécessité de la stabilité financière, ce qui ne fait aucun doute à mes yeux. Là où l'on trouve cette convergence épistémique, je pense que la coopération internationale est bien plus simple.

Mon quatrième point concerne des choses qui ont changé, et je pense qu'établir un consensus sur ce point est important si l'on veut avancer. La première chose qui a changé, c'est la place primordiale du patrimoine commun mondial. Malgré les discours sur la démondialisation, nous voyons bien que ce qui se déroule à travers le monde devient de plus en plus important pour nos propres destinées. Cette tendance ne va faire que se renforcer. Bien sûr, le changement climatique est le domaine le plus important, mais cela va bien au-delà, nous avons tous connu la pandémie, nous sommes tous inquiets de la qualité et de la santé de nos océans et de la biodiversité, et nous avons tous des problèmes de terrorisme à l'échelle mondiale. Tous ces points sont un patrimoine commun qui rendent le monde bien plus global et requièrent une plus grande coopération, non un repli national.

Le deuxième changement qui va perdurer, c'est l'émergence d'une polarisation généralisée, pas simplement entre les gros blocs mondiaux, mais également au sein de l'Europe, où chaque pays a une vision différente de l'avenir. Nous constatons ces divergences également au sein de nos sociétés, où la polarisation sociale engendre des troubles importants, aux États-Unis par exemple mais également dans les sociétés européennes.

Le troisième changement durable, c'est le retour de la géopolitique et de la géoéconomie. Je pense que la période d'hypermondialisation entre 1989 et 2008 fut une anomalie historique. C'était un intervalle de temps extraordinaire, et finalement assez court, moins de deux décennies. Nous retournons à présent dans une situation où les pays sont dans le même temps partenaires, concurrents mais également rivaux. Ils doivent embrasser à la fois un environnement à somme positive – le monde des échanges et de la finance –, un environnement à somme zéro – le monde des luttes de pouvoir où il ne peut y avoir qu'un seul vainqueur – et un environnement à somme négative où nos actions pourraient réduire la prospérité mondiale.



Le cinquième point que j'aimerais aborder, ce sont les actions concrètes possibles et les alignements potentiels. Je pense que nous devrions nous concentrer davantage sur les résultats que sur les institutions ou structures légales. Je ne dis pas que ces dernières sont sans importance, mais ce qui compte finalement pour tout le monde, pour l'environnement, pour la santé mondiale etc., ce sont les résultats. Nous nous concentrons plus sur ce qui fonctionne, donc c'est un appel au pragmatisme et ce qui fonctionne aujourd'hui pourrait bien être très différent de ce qui a fonctionné il y a cinq, quinze ou cinquante ans. Je pense que nous devrions élargir notre perspective des institutions importantes pour ne pas seulement inclure le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, l'OMS, etc. Il faut convier les grandes entreprises internationales. Pour le bien commun, nous devons mobiliser la société publique et civile, les ONG et bien plus. Je pense que nous devons également regarder vers le futur. Nous avons parlé de la Chine et des États-Unis, mais qu'en est-il de l'Inde ? Au moment où je vous parle, l'Inde est en train de dépasser la Chine en termes de population, et si le PIB par habitant suit cette croissance, elle va la dépasser économiquement. Qu'en est-il de l'Afrique ? L'Afrique sera la zone du globe avec le plus de population, et ce continent est à nos portes. Nous devrions parler de l'avenir et définir des institutions qui fonctionnent au futur et pas seulement au présent.

Pour conclure, je vais citer les éléments où il y a peu ou pas de divergences, les points de consensus : le besoin de transparence dans les politiques, le besoin de dialogue et de responsabilité avec des institutions indépendantes, en qui tout le monde a confiance, et qui surveillent ce qui se passe. C'est une courte liste de prérequis minimum, mais je pense que si nous pouvons déjà mettre ces éléments en place et les rayer de la liste des points de dispute, alors nous aurons déjà bien avancé.

### **Jean-Claude Trichet**

Merci beaucoup Gabriel. J'en conclus que vous restez confiant même en prenant tout en compte les multiples défis que nous avons à gérer. Vous basez votre confiance sur les leçons du passé et les possibilités du futur. Merci beaucoup.